



# CERTIFICAT QUALIBAT

NUMÉRO

E-E207746

VALABLE JUSQU'AU

09/12/2026

ÉDITÉ LE 29/09/2025

## SITUATION ADMINISTRATIVE ET JURIDIQUE

Date de création : 02/07/2012

Forme juridique : SARL  
DEPUIS LE 31/10/2024  
Capital : 2 000

Registre du commerce ou répertoire des métiers :  
RC VIENNE

Siret : 752 519 868 00026

Code NACE : 4333Z

Numéro caisse de congés payés : 8120024-001-

Assurance Responsabilité Travaux :

SMABTP 1244000/001572049/10

Assurance Responsabilité Civile :

SMABTP 1244000/001572049/10

Situation fiscale et sociale : A jour au 30/06/2025

Raison sociale : ANTHONY BIMOZ CARRELEUR

3 RUE DU MONT GUILLERME  
38780 OYTIER-SAINT-OBLAS

Téléphone : 06 33 23 31 10

Fax :

Portable :

Responsabilité légale :  
BIMOZ ANTHONY GÉRANT

Site Internet :

E-mail : aurelie@bimozi-carreleur.fr

Effectif moyen : 12

Tranche de classification : EFF2

Chiffre d'affaires H.T. : 1 173 890

Tranche de classification : CA4

## QUALIFICATION PROFESSIONNELLE

Code	Qualification(s) en cours de validité	Effectif	* Date d'attribution
6311	Carrelages - revêtements (Technicité courante)	12	10/12/2024
Nombre total de qualifications : 1			

\* ou du plus récent renouvellement

La durée de validité d'une qualification est de 4 ans ou 2 ans (PROB) sous réserve que l'entreprise ait satisfait au contrôle annuel de suivi.

Lorsque le code à 4 chiffres de la qualification ou de la certification est complété par la mention d'un niveau de technicité, cela implique que l'entreprise est réputée pouvoir aussi effectuer les travaux relevant des qualifications ou certifications du ou des niveau(x) de technicité inférieur(s) à celui qu'elle détient.

LE PRÉSIDENT  
DE QUALIBAT

Gérard SÉNIOR  


SIGNATURE  
DU TITULAIRE



La (ou les) qualification(s) attribuée(s) à cet établissement atteste(nt) de sa conformité aux exigences du « référentiel pour l'attribution et le suivi d'une qualification professionnelle d'entreprise et la délivrance du certificat » et aux exigences associées aux qualifications mentionnées ci-dessus, en vigueur à la date de la demande. Ces exigences découlent de la norme NF X50-091.